

PRÉFET DU LOIRET

**DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES**

portant autorisation d'exploiter délivrée à la SCEA « LE VERGER »

Le Préfet du Loiret
Chevalier de l'Ordre National de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu les articles L 331-1 à L 331-11 du titre III du livre III du code rural et de la pêche maritime,
Vu la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole, à son environnement économique et social,
Vu les lois d'orientation agricole n° 99-574 du 9 juillet 1999 et n° 2006-11 du 5 janvier 2006,
Vu le décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives, et notamment ses articles 8 et 9,
Vu le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif,
Vu le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural (partie réglementaire)
Vu l'arrêté du 18 septembre 1985 fixant les coefficients d'équivalence pour les productions hors-sol,
Vu l'arrêté du 6 avril 2009 portant définition de listes de diplômes, titres et certificats pour l'application des articles L. 331-2 (3°) et R. 331-1, D. 343-4, L. 311-3 et D. 341-7 (3°) du code rural et de la pêche maritime,
Vu l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2013 établissant le schéma directeur des structures agricoles du département du Loiret et la valeur de l'unité de référence (UR = 92 ha),
Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} janvier 2016 portant délégation de signature à la directrice départementale des territoires du Loiret et l'arrêté du 11 janvier 2016 portant subdélégation de signature aux agents de la direction départementale des territoires du Loiret.

Vu la demande n° **159940** présentée le **2 novembre 2015** par
la SCEA « LE VERGER »
Monsieur DUPEU Jean-Claude
Le Verger
CHEMAULT
45340 - BOISCOMMUN

relative à des modifications intervenues dans la société (Changement de statut social, Monsieur DUPEU Jean-Claude devient associé exploitant – Retrait de Mesdames BERRUET Monique, Élodie et Lucie - Cession de parts),

Vu l'information faite à la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture, section « Structures et Économie des Exploitations » du **10 DECEMBRE 2015,**

Considérant :

- **que la SCEA « LE VERGER » (Monsieur DUPEU Jean-Claude, 44 ans, associé exploitant), exploite une surface de 55,10 ha. Monsieur DUPEU Jean-Claude est également exploitant à titre individuel à NANCRAY SUR RIMARDE sur 114 ha, ce qui entraîne une demande d'autorisation d'exploiter ;**

- que la demande de la SCEA « LE VERGER » (Monsieur DUPEU Jean-Claude) permet le maintien d'une exploitation ;
- qu'aucune demande concurrente n'a été enregistrée dans les 3 mois suivant la date d'enregistrement du dossier complet, soit avant le 2 FEVRIER 2016, sur tout ou partie des biens qui font l'objet de la demande ;
- que l'ensemble des propriétaires a émis un avis favorable sur cette opération.

Sur proposition de Madame la directrice départementale des territoires du Loiret,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Est **ACCORDÉE** l'autorisation sollicitée par la SCEA « LE VERGER » (Monsieur DUPEU Jean-Claude)

en vue des modifications intervenues dans la société (Changement de statut social, Monsieur DUPEU Jean-Claude devient associé exploitant – Retrait de Mesdames BERRUET Monique, Élodie et Lucie - Cession de parts),

La superficie totale exploitée par la SCEA « LE VERGER » (Monsieur DUPEU Jean-Claude) serait de **55,10 ha** (parcelles référencées : 45035 ZM34-ZM38-ZP12-ZM20-ZM33 - 45220 ZE80-ZE274 – 45228 ZB11-ZH93-ZH95-ZB18-ZH94 et ZO58).

Article 2 – L'autorisation d'exploiter sera périmée si son titulaire n'a pas mis en culture le fonds considéré avant l'expiration de l'année culturale qui suit la date de notification, soit avant le 31 OCTOBRE 2017. Si le fonds est loué, l'année culturale à prendre en considération est celle qui suit le départ effectif du preneur, sauf si la situation personnelle du demandeur au regard des dispositions du présent chapitre est modifiée.

Article 3 – Le secrétaire général de la préfecture du Loiret et la directrice départementale des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision. Celle-ci sera affichée à la mairie de la commune sur le territoire de laquelle est situé le bien concerné et insérée au recueil des actes administratifs.

Fait à Orléans, le 3 FÉVRIER 2016
 Pour le préfet et par délégation
 Pour la directrice départementale des territoires
 La chef du service agriculture et développement rural

Signé : Selma THIEBLEMONT

Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un **recours gracieux**, adressé à M. le Préfet du Loiret
 - un recours **hiérarchique**, adressé au ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche
- Dans ces deux cas, le silence l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un recours **contentieux**, en saisissant le Tribunal Administratif d'Orléans.